

Voilà une définition succincte de la première partie de ce principe financier dont je disais il y a un instant qu'il était le principe créditiste. L'économiste qui parle est tout à fait éminent; c'est une personnalité dont les opinions ont une large audience. Le ministre de la Justice voudrait-il répondre à la question suivante: "Peut-on imaginer qu'un homme occuperait pendant dix-huit ans la chaire d'économie politique d'une des plus grandes universités américaines s'il était absolument dépourvu de valeur personnelle, si ses opinions n'étaient pas assez généralement répandues?" Je ne saurais l'imaginer pour ma part et, sans doute, le ministre de la Justice non plus.

L'hon. M. Garson: Je pense que mon honorable ami pourrait résoudre assez rapidement cette question si seulement il voulait donner au comité le nom d'un grand économiste, quelque part dans le monde, qui aurait fait siennes, en tant que telles, les théories du Crédit social.

M. Low: C'est ce que je suis en train de faire.

L'hon. M. Garson: Dire que vos idées sont les siennes cela ne constitue pas une approbation, de sa part, du Crédit social.

M. Low: Il ne s'agit pas de dire que nos idées sont les siennes. Ce que je prétends c'est que voici quelqu'un dont les études l'ont porté aux mêmes conclusions que le major Douglas, fondateur du Crédit social. Qu'il ait fortuitement évité de parler de Crédit social dans sa thèse ne saurait autoriser notre honorable collègue à dire qu'il ne s'est jamais trouvé un seul économiste de premier plan pour appuyer notre doctrine. S'il accepte ce principe, il accepte alors le Crédit social, parce que c'est un principe créditiste.

L'hon. M. Garson: C'est vous qui dites qu'il l'accepte.

M. Low: Je cite un extrait de son propre ouvrage et je dirai même davantage. Je rappellerai à mon honorable ami que la deuxième partie de la thèse créditiste soutient que, chaque fois qu'on découvre un ralentissement de la puissance d'achat dans les cadres de l'économie, le remède consiste à lui insuffler une nouvelle puissance d'achat suffisante pour permettre aux consommateurs d'acheter ce qui est produit. Accepte-t-il ce principe? Voyons si c'est bien le cas. Je me reporte à la page 95 du même ouvrage du professeur C. E. Ayers, doyen de la faculté d'économie politique à l'Université du Texas. Voici ce qu'il écrit au chapitre 17:

Ce qu'il faut, tout ce qu'il faut pour que fonctionne l'économie industrielle, c'est une puissance d'achat chez la masse des consommateurs dans des

[M. Low.]

proportions suffisantes à faire absorber toute la production de l'industrie à quelque niveau qu'elle puisse atteindre. Cela n'amènerait pas l'Utopie. Cela ne résoudrait pas tous les problèmes. Au contraire, cela ne résoudrait qu'un problème, soit la crise dans laquelle nous ont précipités les institutions et les doctrines du capitalisme à outrance. Cependant, c'est le problème le plus important que nous ayons à résoudre en ce moment, dans ce sens. Si nous le résolvons, nous pourrions alors nous attaquer aux autres. Si nous ne le résolvons pas, tous nos problèmes actuels se fondront dans l'écrasement général de la structure actuelle de l'économie occidentale.

Voilà qui appuie sans réserve la seconde partie de notre thèse. Un autre économiste de premier plan a souscrit au même principe. Et ici j'invoque le témoignage du président de l'Université du Nouveau-Mexique dans un livre intitulé *Financing Full Employment*. Publié en 1945, cet ouvrage a pour auteur M. J. Philip Wernette. Un homme qui occupe un tel poste et qui écrit des ouvrages sur les programmes économiques et l'économie en général doit être un économiste de premier plan pour conserver son poste de président d'une telle université en face des critiques que ses ouvrages et ses écrits ne manquent pas de déclencher. Je vais citer un passage de son ouvrage intitulé *Financing Full Employment*. Le comité, et singulièrement le ministre des Finances et le ministre de la Justice, qui s'est refusé à se mesurer avec nous, voudront bien écouter attentivement ce que dit cet économiste. Au lieu de nous railler, le ministre devrait engager le débat avec nous et nous soumettre des faits. Voici ce que dit M. Wernette:

Le contrôle de la masse numéraire doit être assumé par le gouvernement et exercé par l'entremise d'un office fédéral de la stabilisation. Cet office aura le pouvoir de créer du numéraire qui servira à combler les déficits du budget fédéral et à acquitter la dette fédérale. L'office, se fondant sur une statistique sûre en matière d'embauche, de chômage et d'autres facteurs économiques, émettra de l'argent frais, dans la mesure où il le jugera nécessaire, chaque fois qu'une régression menacera le pays, de façon à stimuler et à maintenir, directement et indirectement, l'emploi à son maximum pratique.

L'auteur de ce texte approuve donc entièrement la technique que nous préconisons au Canada depuis 30 ans et que le ministre de la Justice n'a pas encore soigneusement étudiée, cela est évident. Pour la gouverner de mes amis conservateurs, je dirai que, même en 1930, Winston Churchill s'était penché sur cette question. Voici ce qu'il disait:

Il y a un curieux écart entre le pouvoir du consommateur et celui du producteur, une étrange fissure entre l'offre et la demande sur laquelle les esprits les plus pénétrants du monde devraient se pencher.

Tel était l'avis de Winston Churchill.

L'hon. M. Garson: Le député me dirait-il s'il considère sir Winston Churchill comme l'un des tenants du Crédit social?